

SOLIDARITÉ AVEC LES SINISTRÉS DE GHARDAÏA

Des bougies, des bûches
et des... linceuls pour les sinistrés

«Ils ont besoin de bougies. Le courant électrique est toujours coupé dans plusieurs régions. Nous avons constitué une réserve de cinquante cartons qui vont être acheminés incessamment vers les régions sinistrées», nous apprend Cheikh Bakir. De la modeste loge à l'entrée de la mosquée mozabite El-Manar située dans une ruelle boueuse du quartier d'El-Hamiz (banlieue est d'Alger), il assure la permanence et coordonne les opérations de collecte des aides pour les populations sinistrées de Ghardaïa.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Le téléphone portable dans la poche de sa chemise, il répond aux nombreux appels des citoyens. Qui pour se renseigner, qui pour se porter volontaire ou faire un don. C'est, en effet, l'unique moyen pour rester en contact permanent avec les bienfaiteurs mais surtout avec «ceux qui sont là-bas». Faute de personnel mobilisé pour les besoins des actions de solidarité ou n'ayant pu rentrer à Alger, l'école coranique qu'abrite la mosquée est toujours fermée. La rentrée a été ajournée sine die.

«Peut-être samedi prochain», lance circonspect Cheikh Bakir à un père de famille venu se renseigner avec son fils en tenue traditionnelle. Depuis le premier jour de

l'Aïd, pas moins de 18 charge-ments ont été acheminés par voie terrestre vers les zones touchées par les inondations. Un parcours long de 600 kilo-mètres direction le Grand Sud.

Une distance qui ne semble point rebuter les volontaires. Ils sont nombreux à mettre à disposition leurs fourgons et camions et à se porter candidats pour la mission humanitaire. L'écrasante majorité des bienfaiteurs est faite essentiellement de citoyens originaires de la wilaya de Ghardaïa. Simples fonctionnaires, commerçants ou grands importateurs installés dans la capitale.

«Sur place, des groupes de bénévoles ont été constitués. Ils se chargent d'encadrer les opérations de distribution des aides qui affluent de plusieurs

wilayas dont Alger en concertation avec les scouts et les éléments de la Protection civile», explique notre interlocuteur. Des produits alimentaires de première nécessité, des vêtements, mais aussi des pompes et des outils... de jardinage sont ainsi envoyés dans les zones sinistrées. «Nous avons même acheminé des linceuls. Une demande que nous ne pouvions refuser», note encore notre interlocuteur. Les besoins sont identifiés au fur et à mesure des appels reçus depuis les zones ravagées par les inondations. Et au moment même où le permanencier nous recevait, un jeune homme, originaire lui aussi de Ghardaïa, se présente à la mosquée. Ce grossiste en quincaillerie vient déposer un important lot de bûches. «Un outil devenu indispensable pour dégager la boue qui a envahi les maisons des sinistrés», précise-t-on. Vu l'ampleur des dégâts, la demande reste énorme. L'appel lancé après l'annonce de la catastrophe lors des différentes prières à la mosquée El-Manar

et «le bouche-à-oreille» ont permis de faire circuler l'information. Un formidable élan de solidarité s'est vite créé parmi les membres de la communauté mozabite de la capitale. Mettant de côté leurs différends intercommunautaires et abandonnant pour certains d'entre eux famille et travail. Mais Cheikh Bakir ne se fait pas trop d'illusions. «Les moyens de l'Etat sont indispensables pour prendre en charge efficacement les besoins des sinistrés», insiste-t-il. La solidarité de la population ne répond qu'à une partie des besoins les plus urgents. Un état de fait que confirme Salah-Eddine, un habitant d'El-Atteuf rentré hier à Alger. «La population, isolée, ne survit que grâce à l'aide des citoyens». En raison de la dégradation du réseau routier suite à ces inondations meurtrières, «des secouristes ont même été obligés de transporter de l'eau potable à la force des bras sur plusieurs kilomètres». Les sinistrés, coupés du monde, avaient trop soif.

L. M.

QUATRE JOURS APRÈS LA CATASTROPHE

Les sinistrés bénéficient
des premières aides de l'État

Le bilan provisoire des inondations qui ont frappé la vallée du Mzab a été revu à la hausse. Après les blocages enregistrés les premiers jours, les autorités ont amélioré l'organisation de l'assistance aux sinistrés.

De nos envoyés spéciaux :
Tarek Hafid et Samir Sid

Officiellement, 33 personnes ont perdu la vie dans les inondations provoquées par la crue de l'oued Mzab. Le nombre des blessés atteindrait les 150. Ce bilan reste toutefois provisoire puisque le nombre exact des disparus reste inconnu.

L'aide humanitaire, qui était stockée depuis jeudi, commence à être acheminée vers les zones sinistrées. Les autorités locales, visiblement inexpérimentées

en matière de mise en œuvre des procédures de plan Orsec, ont eu du mal à instaurer une organisation efficace. Durant les trois premiers jours, l'ensemble des populations sinistrées avait été pris en charge grâce à l'intervention du mouvement associatif et aux initiatives de groupes de citoyens.

«L'organisation se met en place progressivement. Il reste encore quelques ajustements à faire au niveau de Ghardaïa, mais tout devrait rentrer dans l'ordre très vite», a déclaré, hier, le président du Croissant-Rouge algérien. Selon Hadj Hamou Benzeguir, l'ensemble des comités de wilaya du pays sont engagés dans cette opération. «Toutes les aides déposées par les citoyens au niveau des comités de wilaya sont acheminées au fur

et à mesure vers Ghardaïa. Le personnel du Croissant-Rouge algérien est également présent dans les zones sinistrées pour assister les populations», assure-t-il. Dans la commune d'El-Atteuf, les unités du génie militaire sont intervenues pour rouvrir les voies de communication. Les opérations de déblaiement pourraient durer quelques jours encore.

Les quartiers de Tamou et du chahid Rezag Zighem restent toutefois inaccessibles puisque situés sur l'autre rive de l'oued Mzab. Pour s'approvisionner en denrées alimentaires et en gaz butane, les habitants sont obligés de former une chaîne humaine sur la rivière. Une situation des plus dangereuses, le débit de l'oued étant encore très important.

T. H.

BOUIRA

Des dizaines de cas d'intoxication à Chorfa

Pendant les journées de mardi et mercredi, des dizaines de personnes de tous âges, issues du village Tiksighidène, dans la commune de Chorfa, à 50 km à l'est de Bouira, ont été acheminées vers l'hôpital de M'chedallah.

Dénominateur commun : toutes présentaient des symptômes d'intoxication alimentaire, avec vomissements et maux de tête.

Selon nos informations, le premier élément incriminé est l'eau potable, qui serait contaminée par les eaux usées.

Cependant, cette hypothèse a été écartée par le P/APC, Akkache Yahia, que nous avons contacté samedi. Suivant ses dires, des personnes ayant eu les mêmes

symptômes n'ont pas consommé cette eau. De plus, l'intoxication alimentaire suppose une hospitalisation prolongée.

Or, toutes les personnes du village Tiksighidène admises à l'hôpital ont quitté l'établissement quelques minutes plus tard. Selon le P/APC, après les premières analyses, le germe responsable de ces malaises gastriques proviendrait de la consommation d'un fruit ou

d'un légume. Toujours est-il, et ce pour supprimer le doute, des échantillons d'eau ont été transmis au centre de prévention à des fins d'analyse.

Le P/APC de Chorfa promet de revenir sur le sujet dès que les résultats des analyses seront connus.

Y. Y.

Les corps des six gardes communaux autopsiés à Tiaret

Les corps des six gardes communaux tués la veille de l'Aïd près de la daïra de Theniet El-Had, dans la wilaya de Tissemsilt, ont été autopsiés le lendemain au niveau du secteur sanitaire Youssef-Damardji de Tiaret, qui couvre également les régions de Tissemsilt et Aïn-Oussera. Selon le rapport de l'autopsie, deux sont morts égorgés alors que les quatre autres

ont été tués par balles. D'autres sources indiquent que certains avaient subi des traumatismes crâniens et avaient été légèrement brûlés du fait de l'incendie du véhicule qui les transportait. Il convient de noter que les six gardes communaux étaient tous originaires de Theniet-El-Had.

M. B.

PLUS D'UN MILLION
D'ÉTUDIANTS
ONT REJOINT HIER

LES CAMPUS
Inscriptions
et transferts
en attendant
le début des cours

Plus d'un million d'étudiants ont rejoint hier les campus à travers le territoire national. 259 901 faisaient leur entrée en première année. L'heure est aux inscriptions et aux transferts. Les cours ne commenceront de manière effective qu'à partir du 10 octobre prochain. L'année universitaire s'annonce cette année sous le signe de la généralisation du système LMD. Un objectif qui n'est pas encore atteint puisque seulement 110 167 étudiants, soit 42,93%, ont opté pour le système LMD (licence-master-doctorat) et 146 455, soit 57,07%, pour le système classique qui continue d'attirer les étudiants qui se méfient toujours du LMD.

Hier, au niveau de la Faculté de droit de Ben-Aknoun, c'était le branle-bas de combat. Des centaines d'étudiants s'y sont donné rendez-vous pour ce premier jour. Première destination, une fois franchi le seuil de la fac, les tableaux d'affichage. L'administration y a accroché des notes pour faciliter l'orientation des étudiants. Des informations relatives aux inscriptions, réinscriptions et rattrapages sont mis à la disposition des étudiants. Cela n'a pas empêché les nouveaux étudiants d'être quelque peu désorientés. Une inquiétude qu'une «ancienne» a vite fait de tempérer en rappelant à une étudiante qui a oublié un document qu'il était inutile de stresser car les cours ne démarreront pas de sitôt. En attendant, étudiants et parents font d'incessants allers-retours entre les différents services dans l'espoir de faire aboutir un recours ou un transfert.

L'administration est littéralement assaillie et les dossiers de transferts renseignent assez bien sur le degré d'insatisfaction des nouveaux bacheliers. A l'université des sciences sociales à Bouzaréah, c'est le même scénario. Dès les premières heures de la matinée, les étudiants se sont présentés pour accomplir les formalités d'inscription ou pour s'enquérir des résultats des rattrapages. Comme à Ben-Aknoun, les problèmes de transferts entre instituts figurent en bonne position. Une situation qu'avait évoquée le ministre du secteur. Harraoubia, qui avait réuni les directeurs des établissements universitaires, avait tenu à dire que le taux d'insatisfaction enregistré cette année était dû essentiellement au fait que le nombre des mentions bien et très bien était record pour la cuvée 2008. A cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur avait insisté auprès des recteurs pour encourager la généralisation du système LMD.

Il avait également insisté sur l'ouverture de points de formation LMD au niveau de 49 établissements dans 13 domaines de formation couvrant 1 185 licences académiques ou professionnelles. Pour Harraoubia, le système LMD est le seul moyen de garantir à nos diplômés de l'université algérienne de pénétrer le marché de l'emploi et de s'adapter au système d'enseignement à l'échelle internationale. Le ministre a souligné que «ce nouveau système permettra tout simplement à nos étudiants de poursuivre leurs études sans aucun problème à travers n'importe quelle université dans le monde», estimant qu'il n'était pas raisonnable de ne pas s'adapter aux mutations que connaît le reste du monde. Une option confirmée par le chef de l'Etat qui a instruit Harraoubia, lors de son audition, sur la nécessité de généraliser le LMD en dépit des critiques émises par la famille universitaire.

N. I.